

JEREMY BOUSQUET

jeremy.bousquet1@unimes.fr

Né le 25 avril 1989 (Montpellier)



Maître de conférences – HDR en droit public *Nîmes Université*

Chercheur au Centre d'étude sur les Risques Chroniques et Emergents (CHROME – EA7352) *Nîmes Université*

Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM – EA 2038) *Université de Montpellier*

Directeur du Master Droit des collectivités territoriales - Droit public des affaires locales *Nîmes Université*

Co-directeur du DU Droit pénal fiscal *Nîmes Université*

CURRICULUM VITAE

THEMES DE RECHERCHE

- Droit des contrats administratifs
- Droit de la propriété publique
- Droit de la fonction publique

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- 2019 **Maître de conférences en droit public**, Nîmes Université
- 2018 – 19 **Enseignant – chercheur contractuel**, Université de Picardie - Jules Verne (262 h)
- 2017 – 18 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)
- 2016 – 17 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université de Montpellier (192 h)
- 2015 – 16 **Vacataire**, Université de Montpellier
- 2012 – 15 **Doctorant contractuel avec charge d'enseignement**, Université de Montpellier

CURSUS ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

- Juin 2024 **Habilitation à diriger des recherches** – Titre : *Le précédent judiciaire dans les conclusions des commissaires du gouvernement et des rapporteurs publics près le Conseil d'Etat. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, 269 p. Ouvrage publié aux Editions L'Harmattan (déc. 2024).

Garante : Hélène HOEPFFNER

Jury : Pascale DEUMIER (rapporteur) ; Pascale IDOUX ; Fabrice MELLERAY (rapporteur) ; Benoît PLESSIX (rapporteur).

- Juin 2017 **Doctorat en Droit public** - Titre : *Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif*, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », n° 310, 2019 (à compte d'éditeur).
- Directeur de thèse* : Mme le Professeur Marion UBAUD-BERGERON.
- Jury* : M. le Professeur Jean-François LAFAIX ; M. le Professeur François LICHÈRE ; M. le Professeur Philippe TERNEYRE ; M. le Professeur Guylain CLAMOUR ; Mme le Professeur Marion Ubaud-Bergeron.
- Mention* : Félicitations du jury avec proposition aux prix de thèse et publication en l'état.
- Distinctions* : Prix du tribunal administratif de Montpellier ; Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.
- 2012 **Master 2 Droit public des affaires – Contrats Publics et Partenariats**, Université de Montpellier.
- 2011 **Master 1 Droit public général**, Université de Montpellier.
- 2010 **Licence Droit public**, Université de Montpellier.
- 2009 – 12 **Magistère Droit public des affaires**, Université de Montpellier.
- 2007 – 09 **Classe préparatoire aux grandes écoles (prépa ENS Cachan section droit, gestion et économie)**, Lycée Mermoz (Montpellier).

RESPONSABILITES

1. RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Directeur du Master *Droit public des affaires locales*, Nîmes Université, depuis 2020.

Directeur du *DU Droit et gestion des biens des collectivités territoriales*, Nîmes Université, à partir de 2026 (en création).

Co-directeur du *DU Transitions écologique et énergétique des collectivités territoriales*, Université, à partir de 2026 (en création).

Directeur du *DU Formation des élus pour la gestion des communes rurales*, Université, à partir de 2026 (en création).

Co-directeur du *DU Droit pénal fiscal*, Nîmes Université, à partir de 2025.

Responsable du concours de plaidoirie Jacques Cœur, Collèges de droit, Université de Montpellier 2021.

2. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Membre du comité de rédaction de la revue *Actualité Juridique de la Fonction publique (AJFP - Dalloz)*.

Responsable de la partie « Contrats administratifs » au sein du *jurisclasseur administratif* (LexisNexis).

3. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Membre suppléant du Conseil de faculté *Droit – Economie – Gestion* Nîmes Université.

4. PARTICIPATION A DES JURYS

Président du jury du baccalauréat général 2025, Lycée Jean Moulin 1, Pézenas.

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2025 (*Correcteur*).

Concours externe et concours externe « talents », INSP, cas pratique portant sur les enjeux des transitions écologiques ou numériques, 2024 (*Membre du jury*).

Diplôme de notaire, INFN Montpellier, droit de l'immobilier, 2024.

Grand oral du Magistère Droit public approfondi 2024.

Président du jury du baccalauréat professionnel 2023.

Grand oral du Master 2 Contrats publics et partenariats 2018 et 2019.

Jurys de soutenance de thèse :

- M. BOGRA BOLA, *La convergence entre le droit administratif et le droit civil en matière contractuelle*, sous la direction de M. U. NGAMPIO-OBELE-BELE, 10 déc. 2024, Aix-Marseille Université ;
- Mme Sarata KANDE REYNAUD, *Le comportement des contractants : l'obligation de loyauté en droit des contrats administratifs*, sous la direction du Pr. F. LOMBARD, 18 déc. 2024, Aix-Marseille Université.

Encadrement et jurys de Validation des acquis de l'expérience :

- Mme Sarah FAURE, juin 2025
- M. Alexandre HIERNARD, 29 janvier 2025
- Mme Gaëlle SAURY, 28 nov. 2024

Comités de sélection MCF :

- Université de Lorraine, Faculté de droit, économie, administration de Metz 2025.

ENSEIGNEMENTS

1. DROIT ADMINISTRATIF GENERAL

Cas pratique Droit administratif, Institut d'Etudes Judiciaires, Préparation à l'Examen d'entrée à l'Ecole des Avocats, Université de Montpellier, depuis 2023.

Cours magistral *Responsabilité administrative*, M1 AES parcours Management et prévention des risques, Nîmes Université, depuis 2022.

Séminaire *Droit de la sanction administrative*, M2 Droit de la sanction et de l'exécution des peines, Université de Montpellier, depuis 2021.

Cours magistral *Droit administratif*, L2 Administration économique et sociale, Nîmes Université, depuis 2019.

2. DROIT ADMINISTRATIF SPECIAL

Mises en situation, M2 Droit public des affaires locales, Nîmes Université, depuis 2025.

Séminaire *Droit de la propriété publique approfondi*, M2 Droit et contentieux publics, Université de Montpellier depuis 2023.

Séminaire *Contractualisme et unilatéralisme*, M2 Droit public des affaires locales, Nîmes Université, depuis 2019.

Cours magistral *Droit public des affaires*, L3 Droit public, Nîmes Université, depuis 2024.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public, Nîmes Université, depuis 2019.

Cours magistral *Droit administratif des biens*, L3 Droit public et droit privé, Université de Picardie-Jules Verne, 2018-2019.

Cours magistral de *Contentieux administratif*, M1 Affaires publiques, gestion publique locale et droit international et droit européen, *Université de Picardie-Jules Verne*, 2018-2019.

Séminaire *Droit public des affaires approfondi*, M2 Affaires publiques, gestion publique locale et droit international et droit européen, *Université de Picardie-Jules Verne*, 2018-2019.

3. FINANCES PUBLIQUES

Cours magistral en L2 Droit, *Nîmes Université*, 2019-2021.

Cours magistral en L3 Droit, *Université Aïn-Shams*, (Le Caire – Égypte), 2019-2022.

Actualisation du cours sur *Université Numérique Juridique Francophone* (UNJF) (en collaboration avec le Professeur E. DOUAT et Mme M. DOREAU-TRANQUARD).

4. SCIENCE ADMINISTRATIVE

Cours magistral en M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2019.

5. DROITS EUROPEENS

Cours magistral *Politiques européennes*, M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2024.

Cours magistral *Droit de la convention européenne des droits de l'Homme*, M1 Droit public des affaires locales et M1 Enseignement clinique du droit des affaires, *Nîmes Université*, depuis 2023.

Cours magistral *Contentieux de l'Union européenne*, M1 Droit public des affaires locales, *Nîmes Université*, depuis 2022.

ACTIVITE DE RECHERCHES

1. OUVRAGES INDIVIDUELS

1. *Le précédent judiciaire dans les conclusions des rapporteurs publics. Etude à partir du droit des contrats administratifs*, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », préf. H. HOEPFFNER, postface P. DEUMIER, déc. 2024, 346 p.
2. *Droit administratif des biens*, Ellipses, 2^e éd., avec Caroline Faure, à paraître, septembre 2026.
3. *Droit administratif des biens*, Ellipses, juill. 2022, 224 p.
4. *Responsabilité contractuelle et responsabilité extracontractuelle en droit administratif*, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », préf. M. UBAUD-BERGERON, n° 310, 2019, 611 p.

2. DIRECTION D'OUVRAGES

4. *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, with L. NAVEL, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », en cours d'élaboration, à paraître fin 2025.
5. *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), IFJD – Institut Louis Joinery, coll. « Colloques et essais », mars 2023. 208 p.
6. *L'action publique algorithmique*, avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE (dir.), Mare et Martin, février 2023, 215 p.
7. *Stabilité et droit administratif*, (dir.), éd. du CREAM, mars 2020, 346 p.

3. ARTICLES ET EDITOS DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

8. « L'actualité de la théorie du risque-profit en droit de la fonction publique », *AJFP* juin 2026, à paraître.
9. « Le contentieux constitutionnel, révélateur des mutations du droit de la fonction publique », *AJFP* janv. 2026, à paraître.
10. « Laïcité, neutralité et Convention Européenne des Droits de l'Homme », *AJCT* déc. 2025 à paraître.
11. « La France guerrière et la fonction publique », *AJFP* 2025, p. 233.
12. « L'effet relatif des contrats, de nouveaux contrastes », *AJDA* 2024, p. 1737.
13. « La transition énergétique dans les sites et bâtiments culturels », *Juristourisme*, oct. 2023, p. 24.
14. « La constitution de sûretés réelles sur le domaine privé », *JCP Adm.* 2023. 2203.
15. « La protection fonctionnelle des proches des agents publics », *AJFP* 2023 p. 201.
16. « Un "dangereux précédent" », *Edito Newsletter du CREAM*, n° 55, déc. 2023.
17. « L'opposition à cession de l'Etat. L'exemple des biens privés grevés d'une affectation au service public », *RDP* n° 1-2022, p. 68.
18. « Adapter la responsabilité administrative aux enjeux climatiques », Dossier « La justice climatique », *JCP Adm.* 2021. 2208.
19. « Le volet environnemental de la loi ASAP, une régression », *AJCT* 2021, p. 74.
20. « La répétition de l'indu », Dossier « Les quasi-contrats », *AJDA* 2021, p. 320
21. « Résister au développement des mécanismes punitifs en droit des contrats administratifs », *RDP* n°6-2020, p. 1447.
22. « L'effet relatif des contrats administratifs. A propos de quelques décisions récentes ». *RFDA*, n° 3, mai-juin 2020, p. 443.
23. « Faut-il revoir la dualité fonctionnelle du Conseil d'Etat ? L'institution dans la tourmente de la crise sanitaire », *JCP Adm.* n° 17, 27 avril 2020, act. 251
24. « La privatisation d'ADP à l'épreuve de la crise sanitaire », *Edito Newsletter du CREAM* avr. 2020.
25. « Les nouvelles règles relatives à la cession du patrimoine ferroviaire », *AJCT* 2020, p. 205.
26. « Les fondements de l'action en responsabilité en présence d'un contrat administratif », *AJDA* 2019, p. 2535.
27. « Le principe de la relativité de la faute contractuelle en droit administratif », *RFDA*, 2018, n° 6, p. 1041.
28. « Le périmètre de la protection fonctionnelle des agents publics », *Dr. adm.*, 2018, n° 11, p. 21.
29. « Les conditions d'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », *AJFP* 2018, n° 4, p. 190.
30. « Responsabilité contractuelle et sanction de l'irrégularité d'un contrat administratif : pour une autonomisation », *Contrats et Marchés publ.*, 2018, n° 4, p. 5.
31. « Clientèle propre et domaine public : quand un cépage peut sublimer un terroir », *Contrats et Marchés publ.* 2014, n° 5, p. 13.

5. CHAPITRES D'OUVRAGES

32. « Luxembourg Liability for Breach of European Union Law », in J. BOUSQUET, L. NAVEL (eds.), *State Liability for Breach of European Union Law. A comparative Study*, Bruylant, coll. « Droit administratif / Administrative Law », à paraître fin 2025
33. « Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie », in J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), *Energie et propriété publique*, IFJD – Institut Louis Joinery, coll. « Colloques et essais », à paraître 2025.

34. « Commentaires des articles 4, 5 et 6 de la directive 2014/24/UE », L. COUTRON, Y. MARIQUE, K. WAUTERS (dir.), in *Commentaire article par article de la directive Marchés publics 2014/24/UE*, Bruylant, à paraître 2025.
35. « Le droit privé administratif et contrats des personnes publiques », avec M. UBAUD-BERGERON, in A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), *Le droit privé administratif*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2025, p. 109.
36. « Sanctions administratives et amendes prononcées par le juge administratif », in BOURDON et L. JANICOT (dir.), *Les sanctions administratives : identité(s), pouvoir(s), contrôle(s)*, Lextenso, coll. « LEJEP », 2024, p. 41.
37. « Le poids économique dans la jurisprudence du bilan », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, IFJD – Institut Louis Joiney, coll. « Colloques et essais », 2023, p. 113.
38. « Avant-propos », in J. BOUSQUET, Th. CARRERE S. HAMMOUDI (dir.), *L'action publique algorithmique*, Mare et Martin, 2023, p. 13.
39. « Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État », in *L'autorité*, Actes du colloque de l'École doctorale 461, éd. du CREAM, 2022.
40. « Les enseignements du projet de réforme de la responsabilité civile pour le droit administratif », G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), in *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, , Dalloz, coll. « Thèmes et Commentaires », 2021, p. 211.
41. « Covid-19 et commande publique : vers un droit des circonstances exceptionnelles ? », in F. VIALLA et P. VIELFAURE (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, LEH, coll. « à la croisée des regards », 2021.
42. « La stabilisation de l'occupation privative du domaine public », in J. BOUSQUET (dir.), *Stabilité et droit administratif*, éd. du CREAM, 2020, p. 251.
43. « Pactes sur décision future et principe d'indisponibilité des compétences », in *L'indisponibilité des compétences*, recherche collective, éd. du CREAM 2013, p. 87, en collaboration avec L. PEREZ.

6. NOTES DE JURISPRUDENCE, COMMENTAIRES DE TEXTE ET OBSERVATIONS DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

44. Observations mensuelles à *l'Actualité Juridique – Fonction Publique*, Dalloz, depuis janvier 2023 (105 observations, octobre 2025).
45. « L'imputabilité au service de l'accident cardio-vasculaire : extension et évolution du droit commun des accidents de service », note sous CE, 18 juill. 2025, n° 476311, *RFDA* 2026, à paraître.
46. « L'Etat peut-il contracter avec lui-même ? Les limites du recours au contrat par les personnes publiques », note sous CE, 20 mai 2025, *Voies Navigables de France*, n° 491398, *AJDA*, 2025, p. 1544.
47. « Les limites du droit à la protection fonctionnelle : l'exemple du fonctionnaire poursuivi devant la Cour des comptes », note sous CE, 29 janv. 2025, *Sté UGGC Avocats*, n° 497840, *JCP Adm.* 2025. 2237.
48. « L'accompagnement de gestionnaires publics : un soutien en trompe-l'œil », commentaire de la circulaire du 17 avr. 2025 *Accompagner les agents publics mis en cause dans le cadre du régime de responsabilité financière des gestionnaires publics*, n° 6478-SG, *AJFP* 2025, p. 294.
49. « La contractualisation des travaux supplémentaires d'origine verbale », *AJDA* 2025, p. 982.
50. « Droit de se taire dans le cadre d'une procédure disciplinaire : une neutralisation latente ? », note sous CE, section, 19 décembre 2024, n° 490157, *AJFP* 2025, p. 99.

51. « Nouvelle précision sur l'articulation des responsabilités contractuelle et quasi-délictuelle. A propos de l'exception de déchéance », note sous CE, 30 déc. 2024, *Chambre d'agriculture de l'Orne et chambre d'agriculture de Région Normandie*, n° 491818, *AJDA* 2025, p. 570.
52. « Précisions importantes sur les droits de la défense et le principe non bis in idem en matière de sanction disciplinaire », note sous CE 22 déc. 2023, n° 462455, *AJFP* 2024, p. 108.
53. « Heures de cours non remplacés : l'Etat déclaré responsable », note sous TA Cergy-Pontoise, 19 mars 2024, n° 2211429, *Le Club des Juristes*, 19 avr. 2024.
54. « Féminisation de la haute fonction publique : une nouvelle loi entre esprit de modération et excès de prudence », *AJFP* 2023, p. 475.
55. « Les formes mouvantes de la liberté contractuelle », note sous CE, 16 décembre 2022, *Société Grasse Vacances*, n° 455186 ; *AJDA*, 2023.
56. « L'évolution contenue de la relativité contractuelle », note sous CE, 11 oct. 2021, *SMEG*, n° 438872 ; *AJDA*, 2022, p. 642.
57. « Concession d'aménagement, transaction et renonciation au paiement des intérêts moratoires », note sous CE, 18 mai 2021, *Communauté d'agglomération de Lens-Liévin c. Sté Territoires* 62, n° 443153, 443158 ; *AJDA*, 2021 p. 1873.
58. « L'application des clauses de règlement des différends du contrat administratif illégal », note sous CE, 10 juill. 2020, *Sté Exelcia*, n° 433643 ; *AJDA* 2020, p. 2207.
59. « Nouvelles précisions sur l'étendue de l'office du juge et des moyens opérants en référé contractuel », note sous CE, 27 mai 2020, *Société Clean Building*, n° 435982, *Dr. Adm.* 2020, n° 8-9, comm. 37.
60. « Solidarité et individualité dans le contentieux de la contravention de grande voirie », note sous CE, 10 mars 2020, *Sté Libb 2*, n° 430550, *AJDA* 2020, p. 1423.
61. « Un nouveau cas d'extension de la protection fonctionnelle : le cas des anciens interprètes afghans », note sous CE, ord., 14 déc. 2018, n° 424847, *LPA*, 27 mars 2019, p. 7.
62. « Fonds de commerce et clientèle propre : le point de vue de la Cour de cassation », note sous Cass. 3^{ème} civ., 5 avril 2018, n° 17-10.466, *AJDA* 2018, n° 29, p. 1679.
63. « Confirmation de l'exclusion des médecins remplaçants et des médecins collaborateurs salariés du bénéfice de l'aide complémentaire pour cause de paternité ou de maternité », note sous CE, 30 mai 2018, *Mme. A...*, n° 411785, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 85, p. 768.
64. « Nouveau cas de recours à une réserve d'interprétation transitoire en cas d'abrogation différée », note sur Cons. Constit., décision n° 2018-715 QPC, 22 juin 2018, *Gaz. Pal.* 2018, n° 27, p. 13.
65. « Précisions sur le principe des droits de la défense en cas de licenciement pour insuffisance professionnelle », note sous CE, 26 avril 2018, n° 409324, *LPA* 2018, n° 139, p. 6.
66. « Manquement aux règles de l'art et perte de chance d'échapper à l'aggravation d'un handicap », note sous TA Caen, 13 avril 2018, n° 1601142, *Revue Droit et Santé*, 2018, n° 84, p. 562.
67. « Compétence juridictionnelle et action en garantie d'un centre hospitalier contre le producteur d'un produit de santé défectueux », note sous CE, 15 novembre 2017, n° 403317, *Centre hospitalier de Lannion*, *Revue Droit et Santé* 2018, n° 82, p. 211.
68. « La clarification des compétences juridictionnelles en matière de reprise d'un salarié par un employeur public », note sous CE, 16 octobre 2017 : n° 391963, *CHR de Metz-Thionville c/M. Consbruck et T. confl.*, 3 juill. 2017, n° 4091, *CHR de Metz Thionville c/M. Consbruck*, *Revue Droit et Santé* 2017, n° 81, p. 84.
69. « Le juge administratif, l'usager et les centres communaux d'action sociale », note sous CE, 7 juillet 2017 : n° 399977, *Revue Droit et Santé* 2017, n° 80, p. 809.

70. « La pérennité de la théorie des actes détachables : l'exemple de la décision d'approbation », note sous CE, 23 décembre 2016, *ASSECO-CFDT du Languedoc-Roussillon et Association ATTAC Montpellier*, n° 392815 et n° 392819, *Dr. adm.* 2017, n° 3, comm. 14.
71. « Faute contractuelle et faute délictuelle : le rouge ou le noir », note sous CE, sect., 11 juill. 2011, *Mme Gilles*, n° 339409, *JCP Adm.* 2012, n° 17, 2128 en collaboration avec N. HARKET.

4. ENCYCLOPEDIES

72. « La notion de marché publics », *J.-Cl. Adm.*, fasc. 623, 2020, actualisation 2025.

5. COMMUNICATIONS ORALES

73. Le contentieux des accords collectifs en droit de la fonction publique, Colloque *Les accords collectifs en droit de la fonction publique*, C. Froger, S. Ranc (dir.), Toulouse, 11 juin 2026
74. Laïcité, neutralité et Convention Européenne des Droits de l'Homme, Colloque *120^e anniversaire de la loi du 9 décembre 1905 : état des lieux, état(s) du droit*, Nîmes Université, 11 déc. 2025
75. Mitigating Global Health Disasters through a more Intentional Legal Framework in International Law, *The International Emergency Management Society (Tiems) 2025 hybrid annual conference*, with Ikeoluwa Emmanuella Akinbode, Laura Canali and Gilles Dusserre, Brindisi, Italy, 13 oct. 2025.
76. Approche des risques : vers une évolution de l'office du juge administratif ? colloque *Intelligence artificielle et libertés publiques, Premières rencontres territoriales de droit public*, Maison des avocats, Montpellier, jeudi 24 oct. 2024.
77. Administrative French Court and climate litigation, séminaire *Perspectivas contemporaneas do direito internacional frente a emergencia climatica*, Université Fédérale de Ceara, Brésil, 22 août 2024.
78. Le droit privé administratif en matière contractuelle, colloque *Le droit privé administratif*, A. JACQUEMET-GAUCHE, I. MICHALIS (dir.), Université de Clermont-Ferrand, 11 octobre 2024.
79. Le soutien public aux dépenses publiques locales d'énergie, colloque *Energie et propriété publique*, J.-Ch. ROTOULLIE et F. TARLET (dir.), Université de Montpellier, 19 et 20 septembre 2024.
80. Les sûretés réelles sur le domaine privé, colloque *Le domaine privé et le droit administratif*, P. CAILLE et P. LEVALLOIS (dir.), Université de Lorraine, 30 mars 2023.
81. Les doutes sur la logique de la responsabilité administrative, colloque *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif ?* F.-X. FORT (dir.), Université de Montpellier, 25 mars 2022.
82. L'Etat plateforme et le phénomène de débureaucratization, Colloque *Données et décisions publiques à l'époque des technologies de l'information et de la communication*, Pr. R. CAVALLO PERIN, D.-U. GALETTA et G. M. RACCA (dir.), Universités de Milan, Turin et Pollenzo, 21, 22 et 23 oct. 2021.
83. Les enseignements pour le droit administratif, colloque *Le projet de réforme de la responsabilité civile*, G. CERQUEIRA et V. MONTEILLET (dir.), Nîmes Université, 22 oct. 2021.
84. Le poids économique dans le bilan, Colloque *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET (dir.), Université de Perpignan, 30 sept. 2021.
85. Commande publique et crise de la Covid-19, Colloque *Les pouvoirs publics face aux épidémies*, F. VIALA et P. VIELFAURE (dir.), Université de Montpellier, 1, 2 et 3 sept. 2021.
86. Le magistère droit public appliqué et la carrière universitaire, Colloque *Les mutations du droit public*, J. BONNET et N. MARTY (dir.), Université de Montpellier, 25 oct. 2019.

87. Autorité de la chose jugée au pénal et contrôle de cassation du Conseil d'État, Colloque *L'autorité* organisé par l'École doctorale de l'Université de Montpellier, 11 juin 2019.
88. Quels régimes de responsabilité administrative en présence d'un contrat administratif? colloque *Responsabilités et contrats administratifs*, A. JACQUEMET-GAUCHE (dir.), Université Clermont-Auvergne, 23 sept. 2019.

6. PARTICIPATION A DES PROJETS COLLECTIFS

- *Climate Crisis and Preventive Liability: Theoretical Foundations, and Policy Recommendations for the Conceptual Shift in Intergenerational Justice*, L. CANALI, M. PASKY, M. LUKAS (eds), Nîmes Université, University of Graz (Austria), Institut Catholique de Lille, Projet ANR éligible, 2025.
- *L'urgence contentieuse*, L. COUTRON (dir.), CREAM, 2021.
- *La démocratie administrative locale*, F.-X. FORT (dir.), CREAM, 2021.
- *La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique*, M. CHRISTELLE, B.-L. COMBRADE et Ch.-E. SENAC (dir), *les dix ans de la QPC, Titre VII - hors-série*, oct. 2020 à consulter sur le site du Cons. const.

7. ORGANISATIONS DE COLLOQUES

- Solidarisme et droit constitutionnel, 29 nov. 2024, Nîmes Université, en collaboration avec Th. CARRERE et S. SALLES.
- Les cinquante ans de la jurisprudence *Ville Nouvelle Est*, 30 sept. 2021, Université de Perpignan, en collaboration avec M. BOUL, C. MEURANT, M. MORALES et R. RADIGUET.
- L'action publique algorithmique, 9 avr. 2021, Nîmes Université, en collaboration avec S. HAMMOUDI et Th. CARRERE.

8. DIRECTIONS DE THESE

- J.-B. SEGUIN, *Recherche sur le contentieux administratif des actes algorithmiques*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2021, contrat doctoral ;
- J. KOUNDI, *Le recrutement des agents publics au Gabon*, Nîmes Université, en préparation depuis sept. 2024 en co-direction avec le Pr. V. Thireau, financement par l'Agence Nationale des Bourses au Gabon ;
- I. E. AKINBODE, *Mitigating Global Health Disasters Through a More Intentional Legal Framework in International Law*, Nîmes Université, en préparation depuis nov. 2024, Bourse Campus France ;
- B. Junior TONGUINO, *Le cadre juridique de la commande publique en République de Guinée : analyses critiques des marchés publics et des partenariats publics-privés*, Nîmes Université, en préparation depuis déc. 2024, auto-financement.
- Yazid HISSI, *La protection des données personnelles au sein des collectivités territoriales*, Nîmes Université, en préparation à partir d'octobre 2025, auto-financement.

10. DIRECTIONS DE MEMOIRE DE MASTER 2

2021 – 2022 :

- Règles d'urbanisme et choix politiques ;
- Les difficultés dans la mise en œuvre de la procédure d'expropriation ;
- L'intérêt d'un service commun de conseil juridique au sein du bloc communal. L'exemple de « la plateforme des communes » de Nîmes Métropole dans le domaine de la commande publique ;
- L'évolution des missions des SDIS : implication et effets sur leur gouvernance ;

- Les marchés de partenariat : un moyen pertinent de répondre aux besoins des personnes publiques ? ;
- La pertinence des PETR dans la réalisation des politiques publiques locales ;
- Les dispositifs de subventions publiques : des outils adaptés à la réalisation des projets des communes ? ;
- Les enjeux de l'engagement associatif à l'Union départementale des associations du Gard ;
- La filière sport dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Distinguer le domaine public et le domaine privé communal ;
- La bonne gestion de la voirie communale : un enjeu majeur pour les collectivités territoriales ;
- Délégation de signature et délégation de fonction : le projet de refonte au sein du Département du Gard ;
- Les nouveaux défis juridiques de la gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales. Le cas du département de la Lozère ;
- L'opportunité de créer un service juridique dans une commune de moins de 10 000 habitants. Le cas de la Ville de Bagnols-sur-Cèze ;
- Les collectivités territoriales et le mécénat. L'exemple du projet « Renaissance » à Générac ;

2022 – 2023

- La loi de transformation de la fonction publique : vers la fin du système de carrière ? ;
- La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision dans les contrats de la SPL AGATE ;
- La mise en œuvre du RGPD au sein d'un Office Public de l'Habitat ;
- Crise énergétique et collectivités territoriales ;

2023 – 2024

- L'application de l'objectif zéro artificialisation nette : enjeux, difficultés et solutions ;
- L'effectivité du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales ;
- Le renouvellement urbain. L'exemple du financement de projet par l'ANRU pour la ville de Nîmes ;
- Le service public à la française ;
- Le rôle du référent déontologue au sein des collectivités territoriales ;
- Les obstacles à la mise en œuvre par les institutions de l'Union européenne du pacte vert ;
- L'application du droit des étrangers en préfecture : l'administration confrontée à la judiciarisation croissante de l'immigration ;
- Le rôle de la sous-préfecture auprès des communes dans une zone ultra-rurale ;
- La crise du covid 19, source du droit de la commande publique ? ;

2024 – 2025

- L'utilisation de l'IA dans le contrôle hiérarchisé des dépenses ;
- Les dépenses publiques d'énergie des collectivités territoriales ;
- La participation des Chambres régionales des comptes à la lutte contre le réchauffement climatique ;

DISTINCTIONS

2018 Prix de thèse de la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier.

2017 Prix de thèse du tribunal administratif de Montpellier.

2013 Prix de mémoire Georges PEQUIGNOT.

2012 Lauréat du concours Lexis Nexis – La Semaine Juridique « Décrocher la Une ».